Des collèges ontariens se regroupent pour offrir leurs services

Une douzaine de collèges ontariens se sont regroupés pour commercialiser leurs compétences à l'échelle mondiale et pour fournir leurs services aux sociétés de la province qui soumissionnent outre-mer des projets à composante pédagogique.

"Notre initiative repose au départ sur le sentiment que notre système de collèges communautaires est bien établi et qu'il semble fonctionner", explique M. David J. Pugsley, doyen du département de marketing et de développement du collège Centennial de Toronto.

La nouvelle organisation, connue sous le nom de Programme international des collèges de l'Ontario (PICO), regroupe plusieurs collèges qui ont participé avec succès à la formation d'étudiants étrangers au Canada, ou qui ont envoyé des membres de leur corps enseignant outremer, à titre de professeurs ou d'experts-conseils.

M. Pugsley, qui a lancé en novembre 1976 le programme international appelé Outreach, dont PICO est le prolongement, souligne que l'exportation de connaissances peut renflouer le budget d'un collège en période de restrictions. C'est un moyen d'utiliser le corps enseignant même lorsque l'effectif diminue; sans compter que les participants acquièrent ainsi de l'expérience. "Nous craignons toujours que nos professeurs cessent de progresser, dit-il. Le fait d'avoir un défi à relever stimule leur créativité. C'est un

bon moyen d'éviter que l'immobilisme ne s'installe chez nos éducateurs."

Les débouchés

M. Pugsley a lancé le programme Outreach au collège Centennial afin de sonder le terrain. Il se rendit au ministère fédéral de l'Industrie et du Commerce, à l'Agence canadienne de développement international et à la Banque mondiale; tous ces organismes le mirent au courant des projets en préparation. Il visita la Gambie et d'autres pays voisins et, au bout d'un mois, il décrochait son premier contrat: une étude de faisabilité sur l'édition de manuels de classe en Afghanistan. Puis, le Libéria demanda de l'aide pour la création d'un collège baptiste dans une région rurale primitive gagnée sur la forêt tropicale. La Gambie de son côté voulait qu'on lui propose des moyens de créer des centres de formation, tandis que la Jamaique cherchait du soutien pour mettre sur pied un cours de mécanique automobile à l'intention des désavantagés.

Devant la montée de la demande, M. Pugsley s'est adressé à des sociétés privées pour la fourniture de matériel; il est également allé chercher des professeurs spécialisés dans d'autres collèges. Petit à petit, il est devenu leur représentant officieux à l'étranger.

A la suite de discussions, tenues en Afrique et au Canada entre M. Pugsley et des représentants du Nigeria, ce pays a



Étudiants à la découverte des secrets du moteur diesel; (de gauche à droite) Patrick Edwards (Jamaïque), David Pugsley, secrétaire du PICO, Henry Bedminster (Dominique) et Mike Snowdon (Toronto).



Élèves de la classe d'entretien des avions; (de gauche à droite) Frempong Fordjour (Ghana), Mario Carualho (Kenya) et Hazel Mann (Toronto).

demandé qu'un groupe ontarien soumissionne la conception, le recrutement du personnel, l'équipement, la planification du programme et la formation des enseignants et des administrateurs d'un collège prévu à Bida pour accueillir 6 000 élèves.

Il s'agit là d'un projet de \$100 millions qui injecterait environ \$25 millions dans l'économie de l'Ontario. Un consortium spécial a été créé; il se compose des firmes Cansult (ingénieurs-conseils), Perrytech (matériel didactique), Page and Steele (architectes) et PICO (aspects pédagogiques). Le nouveau consortium, appelé Educansult, est subventionné par le gouvernement fédéral.

D'autre part, le programme PEATE de la province de l'Ontario (visant à exporter les services d'experts techniques et administratifs) a investi \$100 000 dans la préparation d'une soumission de haut niveau professionnel pour le Nigeria.

Financement

Le PICO fonctionne maintenant comme un service d'administration et de commercialisation. Les collèges membres apportent une contribution de \$5 000 par année, plus 10 p.c. des revenus que l'organisme leur a permis d'acquérir. On espère ainsi constituer un fonds grâce auquel le PICO pourra entreprendre des projets que chacun des collèges ne pourrait envisager

D'après un article publié dans Ontario Business News, mai-juin 1979.